

La seconde crise générale par surproduction absolue de capital



En 2007, aux USA, éclatait la crise du crédit immobilier. Avec elle commençait la phase terminale de la crise générale initiée dans les années 1970, phase terminale qui à travers des hauts et des bas s'aggrave de mois en mois.

En 2007, nombre d'intellectuels clamèrent leur surprise. On entendit même, de toute part, que personne n'avait vu arriver la crise dans laquelle le système impérialiste mondial s'était enfoncé. Puis, peu à peu, se firent entendre des discours moins fantaisistes. Que les choses n'aillent pas bien était une perception diffuse depuis des années, dans les hautes sphères et parmi les plus ou moins experts observateurs du cours de l'économie et de la politique mondiale. C'est seulement que, n'ayant pas de remède pour inverser le cours des choses, les experts et les autorités de la bourgeoisie impérialiste avaient cherché à ne pas le voir, à considérer les épisodes individuels de la crise comme déliés les uns des autres ; et désignaient à chaque fois le fait plus ou moins anodin, qui avait ouvert la voie à l'épisode, comme la cause suffisante de celui-ci, un peu comme ces livres d'histoire qui présentent l'attentat de Sarajevo comme la cause de la Première Guerre Mondiale.

Le texte suivant a été publié dans le numéro zéro de *Rapporti Sociali (Don Quichotte)*, en 1985. Il décrit le cours de la crise qui, depuis les années 1970, ronge le système impérialiste mondial et les mesures par lesquelles la bourgeoisie impérialiste et ses institutions ont prolongé jusqu'à aujourd'hui l'existence de leur système de relations sociales et internationales. Il les décrit en montrant le lien entre les événements et les contradictions propres à la nature du mode de production capitaliste. Tout lecteur verra combien ce qui est advenu au cours des 25 ans écoulés, depuis la rédaction de cet article, a été conforme au cours prévu des événements. Évidemment, on constatera qu'un certain nombre d'événements se sont déroulés d'une manière différente de celle indiquée. De fait, ont eu lieu des événements de grande portée pour les destins individuels et de différents pays, que les auteurs de l'article n'avaient pas prévus avec leur propre fantaisie... Ces événements se sont ajoutés aux événements prévus, ils sont allés dans le même sens, et ont renforcé le cours de choses que ces derniers configuraient. L'histoire, sous sa forme logique, n'implique pas nécessairement la description d'un grand nombre d'événements et d'aspects que l'historien, au contraire, ne peut négliger. Ce qui importe est que les événements réels se soient tous insérés dans le cours des choses tel que décrit : ceci confirme que la description de la source des événements, de la nature du mode de production capitaliste, est conforme à la réalité.

Comprendre le sens général de la phase de l'histoire humaine que nous vivons est un préalable indispensable pour tracer la voie qui mettra fin au marasme et évitera les catastrophes qui pèsent sur nous. La chose est totalement possible, mais requiert que les masses populaires organisées et conscientes transforment leur système de relations sociales. Les communistes ont, dans leur conception du monde, les instruments pour les guider à accomplir ce tournant dans l'histoire de l'espèce humaine.

Rapporti Sociali n° 0 - automne 1985

La crise actuelle : une crise par surproduction de capital

La méthode logique pour traiter la question est donc la seule adaptée. Celle-ci n'est cependant autre que la méthode historique, seulement dépouillée de la forme historique et des éléments occasionnels perturbateurs. De la manière dont commence l'histoire, doit ainsi commencer le cours des pensées et leur cours ultérieur ne sera rien d'autre que le reflet, dans une forme abstraite et théoriquement conséquente, du cours de l'histoire ; un reflet correct,

mais correct selon les lois que le cours même de l'histoire engendre, puisque chaque moment peut être considéré au point de son développement où il a atteint sa pleine maturité, son classicisme. (Esquisse d'une critique de l'économie politique, Engels, août 1859 Œuvres complètes E.R. vol. 16 page 472-481)

Depuis les années 1970, tout le système capitaliste est parcouru par d'évidentes et diverses manifestations de malaise économique, dont les premiers symptômes sont apparus dans les dernières années de la décennie 1960.

Il ne s'agit pas là d'une des multiples et récurrentes récessions de courte durée qui "ornent" même la période de refleurissement du mode de production capitaliste (1945-1970), laquelle a succédé aux destructions et aux bouleversements de la période 1914-45. Il s'agit d'un phénomène prolongé, qui se manifeste dans le monde entier, tantôt plus accentué dans un pays, tantôt dans un autre, tantôt dans un secteur tantôt dans un autre. Une nouvelle grande crise historique du mode de production capitaliste a commencé, et en elle s'accroissent toutes les contradictions entre les classes, entre les États, entre les systèmes.

Quelle est la cause structurelle de ces crises historiques, qui caractérisent la phase suprême du capitalisme, la phase de la prédominance du capital financier et des monopoles ? À cette question répondent les pages qui vont suivre. Avec l'avertissement que, comme dans tout discours *autre que charlatanesque* sur le système économique capitaliste, il n'y a pas ici prétention à décrire TOUS les aspects de la réalité, mais seulement à illustrer la tendance principale qui s'affirme à travers coups et contrecoups, avancées et replis : des mouvements contradictoires, dont la signification réelle de chaque ne peut cependant se comprendre qu'à la lumière de la tendance principale.

1. La limite historique du capitalisme

En réalité, la crise actuelle est une crise par surproduction absolue de capital, la seconde crise générale par surproduction absolue de capital. Ceci est une vérité qu'aucun bourgeois et aucun opportuniste n'ose regarder en face, parce que face à cela la bourgeoisie n'a aucune perspective sinon terrifiante : c'est la manifestation de la limite historique du mode de production capitaliste.

Surproduction de capital n'équivaut pas à surproduction de marchandises. Il est banal de constater qu'aujourd'hui il y a aussi une surproduction de marchandises, car il ne peut pas en être autrement. Quand le marché se contracte, il y a surproduction de marchandises, c'est à dire que sont produites plus de marchandises qu'il ne peut en être vendu avec profit ; de même il y a sous-consommation, c'est à dire que sont acquises moins de marchandises qu'il n'en est produit ; et encore de même il y a des disproportions entre les secteurs, c'est à dire que des secteurs absorbent moins que ce qui est produit par des secteurs complémentaires, ou à l'inverse des secteurs produisent plus que ce qui est absorbé par des secteurs complémentaires. **Tout ceci (surproduction de marchandises, sous-consommation, disproportion) est une manifestation de la cause de la crise actuelle, de même que la cause de la maladie chez un homme se manifeste par le fait qu'il ait de la fièvre, soit sans forces etc. La question n'est pas l'existence ou non de ces phénomènes, mais de comprendre si ceux-ci sont la cause motrice de la crise, ou seulement des symptômes.** Dans l'histoire de la société bourgeoise, il y a eu aussi bien des crises par surproduction de marchandises, que des crises par sous-consommation ou par disproportion.

Les crises par surproduction de marchandises ont le déroulement suivant : les ventes ont le vent dans les voiles, les prix augmentent, les capitalistes se mettent à amplifier la production, les entreprises travaillent à plein rythme, les débouchés (pour la production) croissent mais à

un rythme inférieur de celui de la production ; et l'on arrive à un point où les ventes cessent de croître et bientôt s'effondrent : une masse de marchandises reste invendue, faillites, effondrement des prix, fermeture des entreprises, chômage.

Donc, une crise produite par le développement rapide et impétueux du volume de la production dans un ou plusieurs secteurs, et qui provoque un marasme général.

Pareillement, une crise par sous-consommation survient quand vient à cesser plus ou moins brusquement l'usage de certains produits, quand se ferment plus ou moins brusquement certains débouchés commerciaux.

Les quantités produites et les quantités utilisées globales sont, dans la société bourgeoise, le résultat des actions indépendantes et contradictoires des capitalistes individuels et des individus (coordonnées et dirigées seulement jusqu'à un certain point par les associations et les gouvernements) ; et donc l'écart entre les deux est la norme, la coïncidence est l'exception. Dans chaque crise concrète, il s'agit d'aller voir quel mouvement l'a produite, s'il s'agit d'une augmentation improvisée de la production d'un ou plusieurs produits essentiels, d'une interruption brusque de certains débouchés fondamentaux, ou d'autre chose. Car en apparence, dans toute crise il y a soit surproduction, soit sous-consommation, soit disproportion.

2. Plus-value et surtravail

En quoi consiste la crise par surproduction absolue de capital ?

Considérons le cycle de valorisation du capital global, c'est à dire le parcours à travers lequel un capital d'une grandeur donnée, en faisant travailler des ouvriers, se transforme en un capital de grandeur supérieur.

Le capital C se valorise en produisant une plus-value PV. À présent la nouvelle valeur (C+PV) doit, à son tour, se valoriser à nouveau. Ceci requiert soit de nouvelles initiatives (développement extensif), soit une croissance de la composition organique dans les anciens domaines d'application du capital, sur la base d'une croissance de la composition technique (développement intensif). Le nouveau capital C' = (C+PV) doit ainsi se valoriser en produisant une nouvelle plus-value PV'. Si le nouveau capital C' est employé grâce à une haute composition technique et organique, il convient d'examiner comment se déroule la production de plus-value. Il peut y avoir des situations très différentes. Considérons les suivantes (en utilisant, pour représenter les cycles de valorisation, les expressions utilisées par Marx dans le *Capital*, livre I, 3^e section vers lequel nous renvoyons pour de plus amples éclaircissements) :

	C		V		PV		P		
1.	100	+	50	+	50	=	200	P' = 33,3%	S = 100%
2.1	185	+	15	+	25	=	225	P' = 12,5%	S = 166%
2.2	170	+	30	+	50	=	250	P' = 25%	S = 166%
2.3	162,5	+	37,5	+	62,5	=	262,5	P' = 31,2%	S = 166%
2.4	155	+	45	+	75	=	275	P' = 37,5%	S = 166%

C = capital constant

V = capital variable

C+V = capital global

PV = plus-value extorquée

P' = taux de profit (en %) = 100 pv/(c + v)

P = capital global en fin de cycle

S = taux de plus-value en % =100 (pv/v)
(Les chiffres donnés sont seulement des chiffres à titre d'exemple)

Le cas 1 est le premier cycle de valorisation, que nous considérons déjà advenu et conclu. Les cas 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 sont tous les quatre des cas possibles de second cycle de valorisation, tous avec un capital global de 200 et différentes compositions organiques.

Supposons que dans le cas n°1, le capital ait employé 10 ouvriers qui ont travaillé 5 heures comme travail nécessaire (NdT : à gagner leur salaire) et 5 heures comme surtravail (la valeur produite est ici empochée par le propriétaire capitaliste de l'entreprise)¹.

Le cas 2.1 peut être le résultat d'un capital de 200 qui emploie 4 ouvriers travaillant 3h45 comme travail nécessaire et 6h15 comme surtravail.

Le cas 2.2 peut être le résultat d'un capital de 200 employant 8 ouvriers qui travaillent 3h45 comme travail nécessaire et 6h15 comme surtravail.

Le cas 2.3 peut être le résultat d'un capital de 200 avec 10 ouvriers travaillant 3h45 comme travail nécessaire et 6h15 comme surtravail.

Le cas 2.4 peut être le résultat d'un capital de 200 qui emploie 12 ouvriers travaillant 3h45 comme travail nécessaire et 6h15 comme surtravail.

Si la nouvelle composition organique amène un cycle de valorisation comme le 2.4, aucun problème : augmentent à la fois le taux de profit, le taux de plus-value et la masse de plus-value.

Si la nouvelle composition organique amène à un cycle de valorisation comme le 2.3, naissent des problèmes du fait que le taux de profit diminue. Mais du moment que la masse de plus-value augmente, toute la nouvelle valeur sera utilisée comme capital. La concurrence entre capitaux s'accroît.

Si la nouvelle composition organique porte à un cycle de valorisation comme le 2.2 ou pire, comme le 2.1, la valeur produite dans le premier cycle, C+PV, ne peut s'employer totalement comme capital dans le cycle suivant de valorisation. Aucun capitaliste n'acceptera jamais d'employer un capital supérieur pour récolter une masse de plus-value inférieure ou égale à celle qu'il récoltait en employant un capital inférieur. Évidemment, nous parlons ici des conditions de valorisation du capital global.

Nous avons ici une surproduction de capital : il a été produit (dans le cycle précédent) plus de valeur qu'il ne peut en être réutilisé comme capital dans le cycle suivant. C'est de cette crise de surproduction de capital que parlait Marx, lorsqu'il disait expressément que "quand donc le capital accru produirait une masse de plus-value seulement équivalente, ou même inférieure à celle produite avant son accroissement, alors nous aurions une surproduction absolue (c'est à dire étendue à toutes les branches de la production) de capital ; autrement dit, le capital accru $C + \Delta C$ ne produirait pas un profit supérieur, ou produirait même un profit inférieur à celui donné par le capital C avant son augmentation de ΔC " (Marx, *Le Capital*, livre III, Ed. Riuniti, 1965, p. 304).

3. Inévitabilité de la surproduction de capital

Est-ce que dans la société bourgeoise se produisent nécessairement des situations de surproduction absolue de capital ?

¹Dans le mode de production capitaliste, le temps de travail du prolétaire se divise en temps de travail nécessaire et temps de surtravail. Le travail nécessaire est le travail que le travailleur effectue pour assurer la production et la reproduction de sa propre force de travail, c'est-à-dire le travail qu'il lui faut fournir pour satisfaire ses besoins et se reproduire. Le surtravail est le travail accompli au-delà du temps de travail nécessaire, donc effectué gratuitement pour le compte du détenteur du capital qui achète la force de travail.

Considérons un monde tout entier soumis au capital.

Il est inévitable d'arriver à des situations de surproduction absolue de capital. En fait, à chaque augmentation de la situation organique, le capital réduit la masse de travail qu'il met en œuvre à **parité de la quantité de valeur d'usage produite**.

Dans le cas 1, le capital met en œuvre $10 \times (5+5) = 100$ heures de travail. Dans le cas 2.1 le capital met en œuvre 40 heures de travail ; dans le cas 2.2, 80 heures.

Ceci est une tendance constante et nécessaire du capital. La masse de travail mise en œuvre par le capital (à quantité égale, il n'y a pas corrélation de valeur d'usage produite) tend vers zéro. La valeur conservée tend continuellement à croître par rapport à la quantité de nouvelle valeur produite.

On ne peut objecter que la masse de travail expulsée de la production sera en définitive (c'est à dire à travers des convulsions et des contradictions sur une longue période) employée dans la production de nouveaux et plus puissants moyens de production. Que ce soit parce qu'un nouveau moyen de production n'est adopté par le capital que si l'économie de travail vivant **payé**, obtenue par son adoption, est supérieure à la quantité de travail vivant (payé ou non) que sa fabrication requiert, en plus de celle que la production de l'ancien exigeait ; ou parce que (comme le faisait déjà observer Marx il y a plus de 120 ans), l'efficacité ou la puissance des nouveaux moyens de production n'est en aucun cas proportionnée à la quantité de travail immédiatement requise pour leur production, mais dépend plutôt de l'emploi, dans la production, du patrimoine scientifique et culturel accumulé par l'humanité.

Il est vrai que, à chaque augmentation de sa composition organique, le capital réduit aussi le travail nécessaire (et donc augmente le surtravail) par rapport à la masse de travail mise en œuvre. Mais l'augmentation du surtravail, quelle qu'elle soit, ne peut advenir que dans des limites bien déterminées. Si la journée de travail est de 10 heures (mais on arriverait au même résultat si elle était de 24 heures [NdT : et si le salarié ne se repose pas un minimum, la *productivité* de l'heure baisse !]), la masse de surtravail que le capital peut extorquer à chaque ouvrier ne peut donc qu'être inférieure, pour autant qu'elle s'en rapproche, à 10 heures par jour.

Donc, si le capital, au fur et à mesure qu'il augmente, emploie (à quantité égale de valeur d'usage produite) un nombre décroissant (avec la limite zéro) de travailleurs, mais ne peut accroître la quantité de surtravail extorquée au-delà de la durée de la journée de travail (durée qui, toute limite historique, politique et sociale mise à part, a de toute manière une limite maximale de 24 heures), il en résulte nécessairement que l'on arrive à un point, à partir duquel une croissance ultérieure du capital comporterait la diminution de la masse de surtravail extorqué, donnée par le produit du nombre de travailleurs employés par le surtravail extorqué à chaque travailleur.

A ceci pourrait être objecté que le résultat par lequel un capital $C + \Delta C$ produit une plus-value PV inférieure à celle produite par le seul capital C, n'est qu'un jeu mathématique. Parce que, pourrait-on argumenter, si C produit une plus-value PV, le nouveau capital ΔC peut produire pour sa part une plus-value aussi petite que ce soit, voire nulle, mais la plus-value globale produite par le capital $C + \Delta C$ ne sera jamais inférieure à la plus-value produite par C seulement.

Mais qui avance cette objection oublie que la plus-value n'est pas le 'produit' du capital, mais des travailleurs employés par le capital.

Il raisonne comme l'on pourrait raisonner d'un verger : si 100 pommiers composant un verger donnent 200 quintaux de pommes, et si l'on plante 10 autres pommiers, pour peu ou rien que donnent ces 10 nouveaux pommiers, on n'aura jamais une production inférieure aux 200 quintaux de pommes initiaux. Ce qui est manifestement vrai, à moins que l'ajout des 10 nouveaux pommiers révolutionne les conditions de germination, etc., des 100 pommiers préexistants.

Et c'est ce qui se produit pour le capital. Le capital-père C, qui a généré le capital-fils PV, forme alors avec lui un nouvel et indistinct capital, dans lequel sont mêlées les personnes du père et du fils et qui existe comme une nouvelle et unique personne. L'emploi de la plus-value comme capital révolutionne et doit révolutionner aussi les conditions de l'emploi de l'ancien capital.

Elle détermine une plus haute composition organique de tout le capital, c'est à dire un rapport plus élevé entre la valeur du capital constant et la valeur du capital variable, un taux différent de plus-value.

4. Les tendances mises en marche par la surproduction de capital : un chaos général

Quelles tendances se mettent-elles en marche quand il y a surproduction de capital ? De multiples tendances, que nous énonçons sans nous préoccuper de leur importance relative et des facteurs (de crédit, financiers, politiques, culturels, etc.) qui en favorisent l'une plutôt que l'autre, étant toutes des aspects de la crise générale du mode de production capitaliste.

a) Aucun capitaliste n'investit, on l'a dit, plus de capital pour recueillir une plus-value inférieure à celle qu'il recueillait en investissant moins de capital.

Mais tout capitaliste, précisément parce qu'il ne peut investir dans son secteur la plus-value qu'il a extorqué, cherchera à l'investir dans des secteurs où opèrent d'autres capitalistes.

En effet, les ruineuses conséquences qu'engendreront, dans ce nouveau secteur, pour le capital y opérant déjà, le nouvel investissement, ne l'intéressent pas le moins du monde. Précisément parce qu'en investissant dans le nouveau secteur (pour lui), avec une plus haute composition technique (donc organique) possible, donc une plus haute productivité du capital par rapport aux capitaux y opérant déjà, il a la possibilité de conquérir sa part de marché au détriment des capitalistes qui y opèrent déjà. Le fait que le capital qu'il investit dans le nouveau secteur lui rende un profit plus bas (c'est à dire un taux de profit moindre) que celui que lui apportait l'ancien capital qui continue à opérer dans son secteur, est pour lui un motif d'affliction, mais ne l'amène pas à se désister de l'initiative, parce que l'alternative est de laisser inopérante la plus-value extorquée (ou de l'utiliser comme revenu). Si la plus-value dont il est en possession n'est pas quantitativement suffisante pour entreprendre une production dans le nouveau secteur sur une échelle adéquate, aucun problème insurmontable : ce seront les autres capitalistes (y compris ceux opérant dans le secteur qu'il va envahir en les ruinant) qui lui fourniront les moyens qui lui manquent. Ces derniers sont en effet en possession de plus-value qu'eux non plus ne peuvent employer comme capital dans leur secteur, et qu'ils confient donc au système de crédit dans lequel va puiser notre capitaliste. Tout ceci n'exclut évidemment pas qu'un autre capitaliste lui fasse exactement ce qu'il s'apprête à faire aux autres. En somme, un chaos généralisé, dont ne peuvent sortir que des entraves au développement des forces productives, une concurrence acharnée (non pas pour améliorer les conditions de valorisation, mais pour survivre), ou une destruction de capital et de valeur.

b) Les activités de spéculation financière enflent, deviennent prééminentes par rapport au capital engagé dans la production et dans la circulation, et le broient par leurs rapides et violents mouvements. Une masse énorme de valeur, sous forme d'argent, tente par tout moyen de trouver un 'usage fructueux', de se valoriser, d'agir de quelque manière comme capital. Il n'y a qu'à voir les marchés de l'eurodollar : la course des capitalistes pour acheter ici des dollars, là des marks et là des yens, imprimant de violentes variations aux changes entre monnaies ou de pesantes interventions de sauvetage des banques centrales ; la course pour acheter aujourd'hui telle action, demain telle autre, aujourd'hui tel titre financier et demain tel

autre, aujourd'hui telle matière première et demain telle autre, imprimant de brusques variations au cours des titres dans les Bourses de valeurs et aux cours des Bourses aux marchandises. Toutes ces opérations ne restent pas confinées au milieu des spéculateurs en bourse, avec la ruine de certains et la fortune d'autres, mais diffusent leurs effets dans tout le système économique : la variation des changes entre les monnaies emporte la variation des prix de toutes les marchandises objet du marché international, et par ricochet des autres également, et fait varier la valeur réelle des paiements en suspens ; la variation du cours des matières premières, objet de la spéculation des opérateurs des bourses aux marchandises, frappe ou favorise tous les producteurs et utilisateurs de celles-ci ; la variation du cours des titres financiers frappe ou favorise tous les possesseurs de ces titres, qui doivent les transformer en monnaie ou les donner comme garantie à leurs emprunts.

c) Les efforts de chaque fraction du capital pour s'approprier, au détriment des autres, une part adéquate de la masse de plus-value décroissante, deviennent spasmodique. L'inflation est un résultat de cet effort, résultat qui, naissant sur le terrain du monopole, ne trouve aucune limite à s'exercer ; mais, dans le même temps, comme on l'a dit clairement, il n'est pas un remède aux désordres qui l'ont généré. Stagnation et inflation (ce spectre à deux faces, toutes deux terrifiantes pour le capitaliste, dont sont peuplés les cauchemars des spécialistes bourgeois, des 'experts' en politique économique, des banquiers et des politiciens) sont un résultat évident et inévitable de la situation que l'on vient de décrire. On a ici une augmentation de la masse de capital employé dans et pour la circulation, et de la relative occupation de travailleurs non-productifs de plus-value.

d) L'exploitation des travailleurs (l'intensification du travail, la réduction à l'os du nombre de travailleurs employés etc.), de pair avec la dévastation des conditions environnementales, sont poussées par chaque capitaliste à leur paroxysme, comme condition de son salut, de la valorisation de sa part de capital. La concurrence étrangère devient le réel et commode prétexte pour réduire les salaires, comme condition de survie de 'l'économie nationale'. Même si en réalité, ce sont toutes là des conditions qui ne font que plonger encore plus tout le capital dans la crise et donc, au bout du compte, créer des conditions de valorisation encore plus difficiles pour chaque part prise individuellement. Nous avons, là, comme des individus pris dans des sables mouvants et dont chacun desquels cherche (et réussit momentanément) à rester à la surface et à se soulever un peu en s'appuyant sur ses compagnons d'infortune ; mais qui, en s'agitant ainsi, accélèrent précisément leur enlèvement...

e) Une part croissante de plus-value **ne devient pas** du capital mais va être employée comme revenu :

- soit comme revenu personnel du capitaliste et de ses sous-fifres, comme luxe et faste de choses et de servitude, de gorilles et de peignes-cul, etc. Il y a ici une augmentation des travailleurs non-productifs de plus-value.

- soit comme valeur employée dans des fondations, des instituts 'culturels', de bienfaisance, de vigilance etc. ; en somme, une masse de valeur non employée dans le but direct de se valoriser, c'est à dire, non employée comme capital. Il y a ici une augmentation correspondante de travail improductif de plus-value.

- soit comme dépense étatique et dépense publique en général. Dépense alimentée par la plus-value sous deux formes :

1°/ sous la forme d'impôts et de taxes. Il est bien vrai qu'une masse énorme de recettes fiscales de l'administration publique est extorquée aux travailleurs (comme impôts directs et indirects), en quoi elle semble être une amputation de salaire. Mais regardons mieux les choses. Justement parce qu'ils sont extorqués aux travailleurs, chaque augmentation des impôts détermine une réduction de salaire. Tel est son effet immédiat. Mais ensuite, les travailleurs se vengent, en des temps et des mesures différentes, sur les salaires : ils demandent et obtiennent, à plus ou moins long terme et dans des mesures différentes selon les catégories, une augmentation de salaire. Pour cette raison, la possibilité de l'augmentation des impôts réside dans la plus-value. L'État, à travers l'augmentation de la taxation directe et indirecte, par l'émission de surplus de billets de banque, ratisse une part conséquente de plus-value sociale. Ceci n'enlève rien, soit dit en passant, au caractère positif et nécessaire des luttes des travailleurs contre l'augmentation des taxes (qui déterminent une réduction de salaire) et pour la réduction des taxes (qui déterminerait une augmentation de salaire). Le recouvrement des impôts sur les salaires plutôt que directement sur la plus-value présente pour les capitalistes de gros avantages : une réduction plus ou moins prolongée des salaires et une répartition de la charge sur tous les capitalistes (ceux dont les affaires marchent à toutes voiles et ceux qui succombent), ce qui présente l'avantage de laisser profiter pleinement de sa période de vaches grasses le capitaliste qui "se l'est conquise", et d'exalter "l'initiative" et "l'esprit d'entreprise".

2°/ sous la forme du crédit à l'administration publique (dette publique). Un poste qui s'est énormément accru dans les budgets publics. Par cette voie, une partie de la plus-value 'se valorise' deux fois. **Une fois** parce que cela crée les conditions de réalisation du capital-marchandise dans lequel la plus-value se trouve emprisonnée (l'administration publique achète des biens/services aux capitalistes) et dont elle ne sortirait qu'à grande peine, car le manque de possibilités lucratives d'investissements pour le nouveau capital dans son entier implique aussi qu'il n'existe pas de marché quantitativement adéquat pour le capital-marchandise. En effet, toute la valeur produite (celle conservée et la nouvelle) est produite comme capital-marchandise et ne peut se réaliser que si elle trouve des acheteurs (capitalistes ou non), et les acheteurs capitalistes n'existent que dans la mesure où toute la nouvelle valeur peut être investie avec profit [ce n'est que dans ce cas que le capitaliste peut débiter un nouveau cycle Argent – (Moyens de production, matières premières et force de travail)... Production... Nouvelles marchandises – Plus d'Argent (A'-M'...P...M''-A''), dont la première phase A'-M' coïncide avec la dernière phase du cycle précédent M-A, simplement renversée]. L'expression 'se valorise' est entre guillemets, car elle doit être comprise avec un brin d'esprit critique. Il s'agit précisément de la réalisation (transformation en argent) sans laquelle la valorisation (augmentation de la valeur) accomplie dans la phase de production est advenue en vain, voire au contraire comme destruction de capital. Et **une seconde fois** parce que, en étant prêtée à l'administration publique, une partie de la plus-value crée les conditions pour participer (comme secteur spécifique du capital) à la répartition de la plus-value qui sera produite dans le cycle suivant et donc, d'une certaine manière, devient du capital et se valorise, en percevant les intérêts payés par l'Autorité publique sur la dette. On a ici une croissance conséquente de l'emploi d'une masse de travail improductif de plus-value.

Le gonflement de la dépense publique sera déterminé, quant à sa venue effective à l'existence, par les dimensions qu'il assume, par les formes concrètes qu'il assume (armement, instruction, retraites, services de santé, prébendes et sinécures, bureaucratie, services d'assistance, services de répression, guerre etc.), par des mouvements politiques concrets. Mais sa possibilité est définie par le mouvement économique. Les théoriciens opérâistes renversent le mouvement réel, le mettent la tête en bas et crient aux "luttes ouvrières qui obligent l'État à gonfler la défense publique" ou encore aux "luttes ouvrières qui, en gonflant la dépense publique ou en empêchant la réduction, mettent le système en crise" (la lutte sur

la dépense publique) : ils font leur l'analyse bourgeoise de la réalité. Eux et les théoriciens bourgeois déclarés sont d'accord sur l'analyse (la dépense publique comme cause de l'inflation, les exigences et les revendications des travailleurs comme cause de la dépense publique, etc.) en en tirant des conclusions pratiques spéculatives. Andreatta et La Malfa appellent à "réduire la dépense publique pour sauver le système", Negri et Scalzone à "augmenter la dépense publique pour faire sauter le système".

Ce rôle de la dépense publique semble à première vue en contradiction avec le mot d'ordre de "réduction de la dépense publique" arboré par tous les gouvernements bourgeois en ce moment : de Reagan à Thatcher et Spadolini. Mais il faut, d'abord, mettre en évidence le fait que la seule réduction effective de la dépense publique concerne les secteurs de redistribution du revenu (instruction, santé, protection sociale, assistance publique, tarifs des services publics) au détriment des masses populaires, tandis que la dépense publique des autres secteurs augmente.

En second lieu, étant donné que tout capitaliste escompte réussir à se sauver de la crise et même à y gagner en menant une restructuration plus profonde par une augmentation de la production de ses ouvriers supérieure aux autres capitalistes, surgit de la part de chaque capitaliste une recherche de capital externe qui s'affronte avec la recherche des autres capitalistes et des autres centres de dépense.

f) Augmentation de la valeur employée dans des conditions particulières de valorisation. Une part croissante de valeur est employée comme capital, mais dans des conditions de valorisation particulières, dans le sens où elle n'entre pas en concurrence avec les autres capitalistes pour être employée avec le profit maximum, mais cherche à tirer un plus grand profit dans le cadre du secteur où elle opère de manière stable, pour des motifs institutionnels (K. Marx, *Le Capital*, livre III, p. 317, Ed. Riuniti, 1965).

C'est le cas typiquement vérifié dans les entreprises publiques ou infrastructurales. En Italie, cela advient également dans le secteur des Instituts de crédit spécial.

Pour éviter toute équivoque, il faut bien clarifier qu'il n'est pas fait allusion ici aux nombreux déficits claironnés des entreprises d'État ou à participation étatique. Ces 'pertes' sont une toute autre chose : elles sont le résultat du fait que, pour mille motifs économiques et politiques, une masse de capitalistes italiens, plutôt que d'investir leurs capitaux directement dans la société X, les confient aux institutions du marché financier (banques et autres), lesquelles les prêtent à la société X. La société X réalisant, en fin d'année, une masse de profit de (disons) 50, doit verser 60 (pour les intérêts à la banque et autres instituts financiers), 20 au divers capitalistes, et clôture brillamment l'exercice avec une perte de 30, que les banques et autres instituts financiers se feront une joie de couvrir par un autre prêt qui s'ajoutera aux anciens, parce que de cette manière ils engrangeront encore l'année suivante de coquets intérêts (les fameuses 'charges financières' de la société).

Considérons par exemple les bilans 1979 des sociétés Finsider-IRI, Stet-IRI, SIR, FinmeccanicaIRI, Fincantieri-IRI, Montedison, FIAT-auto, Bastogi et Snia Viscosa.

Ensemble, ces 9 sociétés annoncent plus de 2.100 milliards (NdT : de lires, à l'époque – il fallait environ 250 liras pour faire 1 franc) de pertes, mais aussi des dettes pour presque 50.000 milliards. En supposant qu'en 1979 elles aient payé peu d'intérêts à leurs 'crédeurs' (c'est à dire, considérant un taux d'intérêt compris entre 10 et 20%, elles ont versé entre 5.000 et 10.000 milliards - source: édition 1980 de la R&S). Donc, même en se limitant à considérer ce poste parmi les multiples entre lesquels se subdivise et se camoufle le profit (Cefis, Rovelli, Ursini, Calvi, etc. ont brillamment illustré comment un capitaliste peut s'enrichir avec une société en passif), les 9 sociétés qui "ont clôturé 1979 en grave déficit" ont réalisé des profits compris entre 2.900 et 7.900 milliards : une broutille ! Ceci n'a rien à venir faire

dans notre raisonnement. Ce n'est qu'un résultat des contradictions entre capital financier et capital industriel, un parfait moyen de chantage contre les travailleurs et un excellent argument pour les syndicalistes vendus au patron, qui doivent convaincre les travailleurs de prendre patience et avaler des couleuvres.

5. Le consumérisme : une arme à double tranchant

Nous avons vu précédemment que s'il n'y a pas une augmentation continue de la quantité de valeur d'usage, de biens produits, le mode de production capitaliste va nécessairement tomber dans la surproduction absolue de capital.

Nous avons également vu que le mode de production capitaliste condamne les êtres humains à augmenter continuellement la quantité d'objets produits, sous peine de ne pouvoir produire ni jouir même de la quantité produite hier, indépendamment des besoins et de la volonté des hommes eux-mêmes.

Pour éviter la crise par surproduction de capital, l'augmentation de la quantité de biens produits doit en outre comporter l'exploitation d'un nombre de travailleurs tel que le surtravail global extorqué à chaque cycle de valorisation soit supérieur au surtravail extorqué au cours du cycle précédent.

Est-il possible, dans le cadre d'un monde tout entier soumis au capital, d'avoir une augmentation continue et adéquate de la quantité de biens produits ? Au cours de son histoire, et particulièrement dans la période de sa décadence (grosso modo depuis le début du 20^e siècle), le capital a continuellement et énormément augmenté, et continue à augmenter la masse de valeur d'usage produite dans son domaine, à en modifier les caractéristiques, à en inventer de nouveaux précisément parce que tel est un des instruments pour prolonger son agonie, pour augmenter la part de valeur globale produite qu'il peut ultérieurement valoriser **(1)**.

(1) Ici comme sur les autres points, se voit l'enchaînement entre les exigences du mode de production capitaliste en général et les actions effectives des capitalistes individuels, pouvant laisser penser que l'évolution de la société capitaliste est le fruit de la compréhension que les capitalistes ont de ses exigences et de leur volonté conséquente de la perpétuer, ou que le capital est un monsieur qui, à la manière d'un dieu antique, transcende le commun des mortels que nous sommes et pense et agit par-dessus nos têtes. En réalité il n'existe aucun dieu, et cet enchaînement entre exigences et actions n'existe dans la tête d'aucun capitaliste, chacun d'eux étant mû dans ses actions par d'autres motivations, bien plus immédiates et modestes. La rationalité du capitalisme existe et agit sur les choses mêmes (objectivement), sans que et nonobstant que les 'fonctionnaires' du capital (les capitalistes) n'en aient aucune conscience. La question de savoir comment, inconsciemment, les choses suivent cette rationalité, est une inversion idéaliste du rapport entre pensée et choses, et revient à se demander comment l'image d'un miroir peut se transformer en personne de chair et d'os, et de plus semblable à elle (chose sur laquelle une foule d'académiciens idéalistes pourraient écrire des bibliothèques entières).

Ici se fonde la nécessité, pour le mode de production capitaliste, d'augmenter continuellement la quantité de valeur d'usage produite ; et, donc, ici trouvent aussi leur première explication rationnelle les différentes formes concrètes que cette augmentation assume (armement, course à la Lune, consumérisme etc.). Il n'est évidemment pas nécessaire que les marchandises produites dans une mesure croissante soient des biens de consommation, de masse ou non, mais ici se trouve la possibilité du consumérisme, possibilité venue historiquement à l'existence dans la grande majorité des pays impérialistes.

Mais si le consumérisme, d'un côté, comme les autres formes d'augmentation de la quantité de valeur d'usage produite, est une soupape de sécurité des difficultés du mode de production capitaliste, de l'autre il se heurte à des difficultés qu'il est utile d'éclaircir.

1. Certaines consommations peuvent augmenter de beaucoup (quatre téléviseurs par famille au lieu d'un), tandis que d'autres moins, pour des raisons naturelles (un individu ne peut pas manger plus d'une certaine quantité de nourriture) ou pour des raisons sociales. L'universalité de l'individu dans sa consommation n'est pas compatible avec sa condition d'esclave salarié. L'universalité de la consommation implique l'universalité des goûts, des attitudes et des intérêts, qui se forme seulement avec le temps et dans des conditions sociales déterminées ; l'universalité de la consommation requiert du temps pour jouir de la richesse. L'universalité dans la consommation présuppose et génère intérêts, intelligence, curiosité, autonomie, etc., toutes choses rigoureusement 'inconvenantes' chez un travailleur salarié : "Vous êtes payés pour travailler, pas pour penser, d'autres sont payés pour cela" (Taylor).

2. Bien que le capitalisme fasse (spontanément) de la consommation un instrument d'assujettissement et d'abrutissement du travailleur, tôt ou tard arrive un moment où le travailleur, au lieu de consommer plus, travaille moins et devient moins docile dans le temps de production même (absentéisme, instabilité de la force de travail) et plus résistant à la sollicitation du capitaliste pour intensifier le travail et travailler dans des conditions insalubres. Le capital avait conçu l'augmentation de la consommation comme un moyen de faire travailler plus et mieux le travailleur, comme mesure de 'politique interne'. Comme une 'carotte' à alterner avec le bâton. À un certain point, l'instrument de paix sociale se transforme en son contraire.

3. Le développement du consumérisme entre en contradiction avec la nécessité du capital de réduire la part de travail nécessaire et d'augmenter la part de surtravail. C'est la vieille rengaine : tout capitaliste voudrait son ouvrier frugal, et plein aux as et dépensier l'ouvrier de l'autre, qui se présente à lui comme acheteur. Et l'augmentation de la plus-value extorquée à chaque ouvrier devient d'autant plus nécessaire à chaque capitaliste, qu'est plus avancée la surproduction de capital, comme on l'a vu plus haut.

Mais le mode de production capitaliste et le système de production mercantile (produire pour vendre) comportent par leur nature même des limitations à l'augmentation indéfinie de la quantité de produits, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de moyens de production.

a) Produire des objets comme valeurs d'échange, c'est à dire en tant que marchandises, comporte une limite à la croissance de la production : une marchandise ne peut être produite que si par ailleurs, par d'autres producteurs indépendamment, est produite une autre marchandise qui puisse être échangée avec la première et donc, qui soit équivalente en termes de valeur d'échange et adéquate en termes de valeur d'usage.

Un travail ne peut être accompli que si est accompli aussi un autre travail, correspondant en quantité et en nature. Même si le système de crédit peut offrir, dans une certaine mesure, un remède aux effets les plus restrictifs de cette condition, permettant d'échapper à l'exigence de stricte simultanéité des deux résultats, la limite est toutefois opérante et les effets sont sous nos yeux.

Afin que la production d'une marchandise ait profitablement cours, il faut que soit produite également une seconde, sans quoi ne sera pas produite la première. Un agriculteur ne produira pas du froment si dans le même temps un industriel ne produit pas de la toile ou des charrues, non pas parce que l'agriculteur ne peut malgré tout produire du froment s'il ne dispose pas de toile ou de charrues (de la manière dont il ne peut produire de froment s'il ne dispose pas de semences, terre etc.), mais il ne le produira pas dans le sens il ne réussirait pas à vendre le

froment produit. Dans le cadre des rapports mercantiles entre les individus, les choses ne peuvent en être autrement.

b) Produire des objets dans le cadre des rapports capitalistes de production comporte également une limite à la croissance indéfinie de la quantité produite : un objet est produit non seulement s'il peut être vendu, mais vendu avec un profit adéquat pour qui est maître de sa production. Lorsque, par un quelconque accident, ceci n'est pas le cas, la production est inévitablement interrompue. Les conditions de la circulation, de la transformation du capital-marchandise en capital-argent, se répercutent immédiatement sur la production elle-même, avec un effet de chaîne : l'interruption de la production à un point élimine non seulement l'offre d'une certaine quantité d'objets, mais aussi la demande de moyens de production et de biens de consommation qui en dérivait, et élimine ainsi la possibilité pour d'autres secteurs de vendre avec un profit adéquat leurs produits ;

c) La société bourgeoise pose en elle-même, dans son développement concret, des limites à la croissance de la production tant de biens de consommation que de moyens de production. Depuis près de cent ans, sont réunies dans le monde les conditions pour le dépassement du mode de production capitaliste. Ceci a conduit au passage de la bourgeoisie du camp de la révolution au camp de la conservation : cette classe a cessé d'être facteur de subversion et de transformation de l'état existant des choses, des rapports sociaux existants, facteur de mobilisation de masse, et est vouée à la conservation de l'existant car elle sent dans chaque grand mouvement de masse le péril de sa fin ; ayant étendu au monde entier le réseau de ses intérêts et de ses affaires, toute subversion de l'ordre social et économique dans un coin du monde implique la ruine pour les intérêts constitués de chaque groupe bourgeois et, au sein de la bourgeoisie, ne peut trouver d'appui, au maximum, que comme lutte d'un groupe bourgeois pour imposer ses intérêts à la place de ceux d'un autre groupe. À l'heure actuelle, quand un bourgeois hurle contre les privilèges, la barbarie, les intérêts constitués, les droits humains piétinés, nous pouvons être certains qu'il hurle en réalité simplement parce que les intérêts constitués d'un autre bourgeois sont devenus un handicap pour ses nouveaux appétits ou sont entrés en collision avec ses propres intérêts constitués. Certains capitalistes euro-américains sont, par exemple, favorables à l'indépendance de la Namibie et à l'abolition des lois de ségrégation raciale en République sud-africaine (Azanie), parce qu'ils escomptent pouvoir baser de manière plus stable et étendre leurs affaires au détriment des dominateurs actuels ; mais encore plus, ils craignent que la mobilisation des masses indigènes, nécessaire pour atteindre ces résultats, et qui serait alimentée par ces résultats, les renverse eux aussi et contamine les autres peuples africains. Une situation bien différente de celle que l'on avait lorsque, le mode de production capitaliste étant le plus haut niveau atteint par l'organisation sociale, la bourgeoisie était promotrice de tout mouvement de révolution sociale.

Telle est la raison pour laquelle la société bourgeoise soutient, appuie et maintient debout même des systèmes économiques, politiques et sociaux arriérés (comme la société tribale et esclavagiste d'Arabie saoudite), sur lesquels elle a basé ses propres intérêts et dont la subversion ébranlerait et menacerait l'assise globale de la société bourgeoise, quand bien même ces systèmes arriérés comportent des limitations au développement en profondeur du mode de production capitaliste et leur destruction, qui surviendrait malgré la résistance de la société bourgeoise et au cours d'une de ses convulsions périodiques, pourrait ouvrir de nouveaux champs d'action au capital, conduisant à une augmentation de la production capitaliste et à une exploitation plus efficace (plus rationnelle, diraient les apologistes du capitalisme) des populations locales ; et donc, offrir une nouvelle bouffée d'oxygène au mode de production capitaliste. Toutes ces limites à l'augmentation indéfinie de la quantité d'objets produits, limites inhérentes au mode de production capitaliste et qui, à leur tour, rendent impossible un développement continu de la société bourgeoise close, impliquent que celle-ci soit soumise à des crises de surproduction absolue de capital **(2)**.

(2) Dans le second livre du *Capital*, Marx démontre que dans une société purement capitaliste close, la reproduction peut advenir sans problème si sont respectées quelques conditions (que rien ne garantit a priori, ni ne rend probable qu'elles soient respectées). Les considérations ici développées ne contredisent pas tout à fait les arguments de Marx, simplement parce que dans le traitement de la question, Marx ne prend pas en considération l'éventualité que la productivité du travail et la composition organique du capital changent en passant d'un cycle productif au suivant : cette éventualité est justement ce qui est examiné ici. Il est utile de préciser que toute l'argumentation développée ici n'a rien à voir avec une reposition de la théorie de l'effondrement du capitalisme : celle-ci vise au contraire à démontrer aussi bien le caractère transitoire du mode de production capitaliste et les problèmes que comporte sa survivance, au delà du stade où il fut le contexte le plus favorable au développement de l'humanité, que le fait qu'aucune situation concrète n'est jamais sans voie de sortie immédiate.

6. La guerre comme cure du capital

Depuis la fin du siècle dernier, le mode de production capitaliste s'est assujéti le monde entier et donc, la société bourgeoise est une société bourgeoise close. Dès lors, le capital ne trouve plus d'autres hommes et d'autres sociétés, historiquement produites dans le cadre de rapports de production différents, à soumettre à sa domination, hommes ou sociétés qui ne travaillent pas encore dans le cadre du capital, à introduire dans ce cadre. Toute l'histoire de ce siècle, en ce qui concerne le capital, est l'histoire de la domination réelle du capital, c'est à dire de la transformation, de l'adaptation et de la production des hommes et des institutions les plus adaptés à lui, c'est à dire les plus adaptés à la production de surtravail. La production de surtravail advient alors **essentiellement** comme production de surtravail relatif. Avec le nouveau siècle commencent aussi les crises générales par surproduction absolue de capital.

La première crise par surproduction absolue de capital couvre une grande partie de la première moitié du siècle, et a été résolue à travers les grandes destructions humaines et matérielles et les bouleversements politiques et sociaux de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la surproduction absolue de capital ne peut être surmontée, dans le cadre de la société bourgeoise, qu'à travers une destruction matérielle et d'êtres humains et des bouleversements sociaux de dimension telle qu'ils permettent au capital de reprendre sa course au développement. Dans la crise par surproduction de capital, le capital est comme un animal qui suffoque parce que trop engraisé, mais dont la vie consiste à s'engraisser : seule quelque chose qui le ramène à la maigreur peut lui permettre de reprendre vie. La Seconde Guerre mondiale a été la cure que le capital s'est administrée à lui-même.

Une des grandes mystifications culturelles de ce siècle, est la croyance répandue que les politiques économiques inspirées ou théorisées par Keynes (l'intervention de l'État pour créer de la demande de marchandises en augmentant les revenus, pour dépenser à crédit ou créer de la masse monétaire) ont résolu la première crise universelle du mode de production capitaliste par surproduction absolue de capital, née avec le siècle.

En réalité, cette première crise universelle ne fut 'résolue' que par les destructions de biens matériels et d'êtres humains et par les bouleversements politiques et sociaux des deux premières guerres mondiales. Les revenus supplémentaires et les dépenses supplémentaires créés par les États, dans les années 1920 et 1930, se sont révélés partout insuffisants à créer de nouvelles conditions adaptées à la production d'une plus grande quantité de plus-value et donc, à relancer le mode de production capitaliste.

L'augmentation de la demande n'a pas résolu la crise, étant donné que la baisse de la demande était elle aussi un effet et non une cause de la crise. Ceci a servi tout au plus à limiter les effets catastrophiques de la crise, et à en prévenir les conséquences politiques. Augmenter la dépense publique, limiter le chômage en créant des emplois publics, distribuer des subsides aux chômeurs et d'autres aides publiques limitait la chute de la consommation et était utile à des fins d'ordre public, mais n'éliminait pas la cause qui avait brisé l'élan des investissements du capital, ne remettait pas en marche la machine du mode de production capitaliste.

Les trente années de développement capitaliste (1945-75) qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale sont la période durant laquelle le capital a reconstruit et accumulé pour se retrouver au point de départ.

Les politiques économiques keynésiennes (de dépense publique) dans cette période n'ont pas été la cause du développement mais en ont seulement 'coloré' le parcours, elles ont atténué ses aspects contradictoires : car, même dans les périodes de développement, la vie du capital est le résultat global, statistique, de la naissance et de la mort d'un grand nombre d'initiatives économiques, et d'êtres humains. De même que la recette keynésienne sert à embellir et améliorer les choses quand elles vont bien, elle devient absolument inefficace pour redresser le cours des choses quand elles vont mal !

La crise par surproduction de capital n'est pas une période d'extinction graduelle, uniforme et ordonnée d'initiatives et d'activités. C'est au contraire une période de frénétiques restructurations, de grandes ruines tout autant que de grands succès, de furieuses contradictions et de continus et toujours plus proclamés accords (qui ne durent parfois, ou pas, que le temps de leur proclamation).

La société bourgeoise ne se meut jamais qu'à travers des mouvements contradictoires de ses composantes, tant dans les périodes de croissance globale que dans celles de récession globale : comme un ver qui, qu'il avance ou qu'il recule, ne se meut que par les mouvements de direction contradictoire de ses composantes.

Il devient déterminant, dans ces moments-là, de réussir à comprendre le sens du mouvement global qui en résulte.

À ce niveau, apparaît également clair l'effet réel de la recette que les capitalistes et les gouvernements de chaque pays prodiguent aux masses, avec une grande uniformité d'un bout à l'autre du monde, en vantant avec impudence les effets de chaque nouvelle prescription requise par l'inefficacité constatée de la cure imposée quelques mois auparavant.

Les sacrifices imposés aux masses, la réduction des salaires réels, l'intensification du travail, la restructuration technologique, ont une grande importance en ce qui concerne la concurrence entre groupes capitalistes : celui qui est le meilleur à les imposer, reprend du souffle face à ses concurrents. Mais en ce qui concerne le cours de la crise économique (et de ses reflets politiques et culturels), ils ont pour unique effet de l'accélérer. Ils accélèrent en réalité la contraction du marché pris dans sa globalité. La "défense de l'économie nationale", au nom de laquelle les syndicats et le PCI chez nous (à l'image de leurs homologues ailleurs) imposent aux masses des sacrifices, est aussi sensée que le comportement de quelqu'un qui, dans une barque en train de couler, incite à se sauver en montant les uns sur les épaules des autres.

Il ne s'agit pas non plus d'imaginer une politique 'plus intelligente', comme diraient Lucio Magri et autres têtes d'œuf semblables. L'extension de la dette publique, la 'qualification de la dépense publique' et autres trouvailles du genre ne sont pas des remèdes plus efficaces que les sacrifices en ce qui concerne la sortie de la crise ; comme le démontre, s'il en est besoin, l'expérience de Mitterrand (élu président de la République française en 1981).

Car, de la crise de surproduction absolue de capital, on ne sort que d'une de ces deux manières (et c'est ce qu'aucun bourgeois n'admettra jamais ouvertement) : soit par une nouvelle, effroyable destruction humaine et matérielle qui permette au capital de reprendre souffle pour se retrouver après quelques années dans la même situation ; soit par un

bouleversement politique et social qui mette fin aux rapports de production capitalistes et au rapport de valeur qui en est le fondement. C'est une maladie pour laquelle n'existe pas d'autre remède !

7. La société se choisit ses accoucheurs

La guerre est une soupape de sécurité adéquate pour les contradictions propres au mode de production capitaliste ; elle réalise deux objectifs appréciables pour le capitaliste : a) détruire et donc ouvrir la voie à une nouvelle période de développement, b) ouvrir un champ d'action encore plus vaste à la bourgeoisie victorieuse, et chaque bourgeoisie compte bien l'être.

La guerre n'est pas seulement une *possible* soupape de sécurité pour le capitalisme en crise par surproduction de capital. À un certain point, elle devient la seule soupape de sécurité, elle devient une nécessité. Bien évidemment, les guerres en général ne sont pas le fruit de conspirations préparées et planifiées avec la conscience et l'intention de préparer la cure de rajeunissement du capitalisme.

Quand 'les choses' poussent dans une direction, les conspirations soit n'existent pas, soit ne sont guère plus qu'une vaine agitation de mouches du coche. En réalité, comme disent dans ces cas-là les historiens et les politiciens bourgeois, "les événements glissent des mains". Nonobstant leurs illusions, celles de leurs suivants et celles de leurs adversaires, ce ne sont pas les Hitler ou les Reagan qui conduisent à la guerre mais, au contraire, quand une société est gravide de guerre, quand mille choses poussent dans cette direction ou au moins, ont dans la guerre une quelconque possibilité de développement, c'est celle-ci qui porte au pouvoir des accoucheurs plus ou moins adéquats.

La concurrence entre capitalistes, chacun pour sa survie, implique les États bourgeois. Au fur et à mesure que se réduit le gâteau de plus-value à se partager entre capitalistes, grandit l'empoigne entre eux pour obtenir dans le partage une part plus grande. Et cette rixe, la guerre économique et commerciale que les capitalistes se livrent entre eux, chacun pour avoir lui aussi une part du surtravail que l'autre a extorqué, cette guerre entre larrons se transforme inévitablement en une guerre entre États, en une politique agressive entre États bourgeois.



Les États ont le pouvoir d'imposer autoritairement des tarifs douaniers, des quotas aux importations, des facilités fiscales et des aides aux exportations, des impôts et des taxes sur les marchandises qui circulent dans leurs frontières. Les États ont le pouvoir de diminuer ou augmenter, par des mesures législatives, les coûts de production des capitalistes qui opèrent sur leur territoire (pensons par ex. en Italie, à la loi de 1977 sur les liquidations ou au décret de S. Valentino), d'assumer comme 'dépense publique' une part plus ou moins consistante des coûts de certains ou de tous les capitalistes agissant dans le pays, de rendre plus ou moins coûteux le crédit à chaque capitaliste particulier (le crédit facilité, les allocations d'État pour les restructurations industrielles), de passer des commandes plus ou moins grandes ou plus ou moins en faveur des différents capitalistes (pensons au plan pour les postes et télécommunications qu'Olivetti demande au gouvernement), de réguler d'une manière plus ou moins limitative les transferts de monnaie et de titres financiers entre résidents du territoire et non-résidents, d'imposer des sanctions économiques et des boycotts commerciaux contre les producteurs d'autres pays ; d'obtenir à travers des accords commerciaux ou des compensations d'autre genre (par

exemple, un soutien politique et militaire) des traitements de faveur de la part d'autres États, à leurs frontières ou sur leur territoire, pour leurs propres capitalistes au détriment des autres ; d'imposer aux travailleurs, sur le territoire contrôlé par eux, des conditions salariales plus ou moins pesantes ; d'imposer à l'intérieur de leurs propres frontières, aux travailleurs et aux masses en général, une discipline plus ou moins rigide.

Tout ces pouvoir coercitifs et souverains dont dispose l'État interfèrent lourdement et, dans certains cas, de manière décisive, sur les dimensions de la part du gâteau de surtravail allouée à chaque capitaliste individuel. Plus la lutte entre capitalistes pour la répartition devient acharnée, plus chaque capitaliste veut que son État, et les États sur lesquels son comportement peut influencer, le soutiennent aux dépens de ses concurrents. Donc, les États bourgeois deviennent de plus en plus agressifs et antagonistes entre eux.

La crise économique, accélérée par la restructuration, aiguise la lutte commerciale entre capitalistes qui, à travers le mécanisme que l'on vient de décrire, devient guerre commerciale entre États bourgeois qui se servent de tous les moyens dont ils disposent. Et au fur et à mesure que la guerre commerciale devient, avec l'accentuation de la crise, une question de vie ou de mort pour les différents capitalistes, le recours à la guerre militaire, malgré tous les risques qu'il comporte, devient "un risque qui vaut la peine d'être encouru", ou même l'unique issue. Et, dans ce cadre, toutes les vieilles contradictions (contentieux entre États pour des territoires, contradictions ethniques, religieuses, culturelles, dynastiques, contradictions politiques et idéologiques entre groupes) se retrouvent exaltées et utilisées pour rendre 'populaires' des guerres qui ont leur source réelle dans l'aiguïsement de la concurrence entre capitalistes, dans le contexte de la crise. La guerre entre brigands capitalistes, pour la répartition de la plus-value extorquée aux travailleurs, est alors recouverte du voile mystificateur de 'guerre pour la démocratie', 'guerre pour les droits de l'homme', 'guerre pour réparer les torts subis', 'guerre pour nos intérêts vitaux', et même 'guerre pour le socialisme' : comme par hasard préparées, déchaînées et dirigées par des États qui, à l'intérieur de leurs frontières, ont toujours nié la démocratie, les droits de l'homme, le socialisme et tout le reste, tandis qu'ils disent combattre pour les imposer à d'autres pays.

La guerre comporte pour les capitalistes un seul obstacle, un handicap et un péril : la révolution prolétarienne, la rébellion des masses opprimées contre l'État et la classe dominante que celui-ci représente et protège...

Lien vers l'original en italien : <http://www.nuovopci.it/dfa/avvnav08.html>

